

REGION DU CENTRE

~~*~*~*~*~*

CONSEIL REGIONAL

**~*~*~*~*~*~*

COMITE D'ORGANISATION DU FORUM
« BURKINA~BRESIL~FRANCE »

~~*~*~*~*~*



BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

~~*~*~*~*~*

COMMISSION SCIENTIFIQUE

Forum Sur La Sécurité Alimentaire

Thème : Système Alimentaire Territorialisé

« *Manger local, agir global* »

RAPPORT ET SYNTHÈSE DES TRAVAUX

Pour la Commission Scientifique:

Dr Compaore/Sawadogo Eveline, Dr Soulama Soungalo, Dr Sawadogo Prosper, Dr Gilles Maréshal

Dr Tankoano Abel, Dr Somda Roland, Mr S Bronford, Mr Siri Yamba.

Ouagadougou 20-23 Novembre, 2019

Introduction

Du 20-23 Novembre 2019, s'est tenu dans la Salle de Conférence de la Mairie de Ouagadougou la troisième édition du Forum sur les Systèmes Alimentaires Territorialisés. Pendant trois jours les participants de divers secteurs d'activités (services publics, chercheurs, société civile, collectivités locales, agriculteurs) venus de différents pays/continents, ont croisé leurs regards sur ce concept de « Système Alimentaire Territorialisé ».

Il est important de signaler que, pendant que nous discutons de cette problématique, 820 millions de personnes n'ont pas eu à manger en 2018 contre 811 millions en 2017. Le défi devient donc croissant. Pendant que l'ODD vise à un objectif de « 0 faim dans le monde en 2030 », 148,9 millions d'enfants dans le monde sont en retard de croissance due à l'alimentation tandis qu'au même moment les enfants de 5 ans en surpoids valent 40 millions. Pourquoi ce contraste ? Comment pouvoir atteindre cet objectif de l'ODD en 2030 ?

Le présent Forum se penche sur le concept de « Système Alimentaire Territorialisé » pour voir dans quelle mesure les efforts et les dynamique de bases peuvent et doivent converger pour l'atteinte de la sécurité alimentaire. Le Système Alimentaire Territorialisé, est une approche qui tire son sens dans le processus de la dynamique de construction sociale. Celui-ci est le résultat de l'action d'une multitude d'acteurs humain, qui disposent de la faculté de l'orienter dans le sens qu'ils souhaitent, par conviction, par intérêt, ou même par indifférence. Il s'agit donc de notions qui intègrent des visions et des compréhensions différentes autour des aspects plus ou moins techniques et ou organisationnels.

Dans le concept de Système alimentaire territorialisé, chacun des 3 mots-clés renferme un sens.

Définition des concepts

- **Système** : cette notion rappelle que la « *façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture* » (Malassis, 1994) se comprend plus profondément si l'on considère les interactions entre ses

différentes facettes : cultures, modes de production, modes de transformation, de distribution et de consommation, impacts sur l'environnement, inégalités sociales. Ces facettes *ne doivent pas être séparées*, non seulement pour comprendre ce qui se passe, mais aussi pour agir sur ce qui se passe. Action publique et interventions associatives peuvent avoir tendance à séparer ces questions, si bien qu'un impact bénéfique socialement peut être préjudiciable à l'environnement.

- **Alimentaire** : Pendant les 3 jours il a été rappelé que l'aliment est un besoin fondamental. S'alimenter est un besoin *biologique mais aussi social*. A travers l'alimentation, on ne se contente pas de fournir du carburant pour « faire tourner la machine humaine ». Malgré les différences de nos trois cultures (Burkina-Bresil-France) rassemblées, nous vivons l'acte de manger comme l'expression d'un rapport aux autres, au monde, voire à l'univers.
- **Territoire** : la notion de système peut s'appliquer à toutes les échelles. Ainsi on peut parler d'un système alimentaire mondialisé. La perception que penser et organiser l'alimentation à une échelle plus petite, proche de la vie quotidienne, est préférable. Le territoire où les habitants partagent une culture, avec ses représentations, ses rapports sociaux et ses ressources technique, est plus à même de provoquer des actions bénéfiques pour l'Homme et la planète. L'approche est donc pluridimensionnelle, et prend en compte la singularité de chaque territoire, sa géographie, ses espèces alimentaires végétales et animales, ses savoir-faire (culture) en matière de cuisine, etc. Différents niveaux doivent s'imbriquer et le retour au territoire ne signifie pas repli sur soi et isolement vis à vis des autres. Le territoire est aussi un lieu privilégié de démocratie où les représentants élus avec les populations doivent définir des politiques alimentaires. Ce sont donc ces synergies-là qui vont agir sur la dynamique national et globale de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **Le système alimentaire territorialisé** : si nous ajoutons « isé » au bout du mot territoire, c'est pour dire que les systèmes alimentaires que nous appelons sont le résultat d'une volonté et d'une action collective. Un système alimentaire territorialisé décrit comment interagissent les différents acteurs au niveau collectivités territoriales. Il devient territorialisé car c'est une action consciente et organisée entreprise pour faire correspondre au mieux les réalités locales.

LE SYSTEME ALIMENTAIRE ET SES ENJEUX

Un système alimentaire est toujours porteur d'**enjeux locaux et d'enjeux globaux**. Lorsque ce système est déficient ou « mauvais » il génère des externalités négatives comme la faim pendant que la technologie permet de réaliser des surproductions ; des impacts sur l'environnement (réchauffement climatique, érosion de la biodiversité, impacts sanitaires des pesticides ; migrations internationales, etc.) ; des déséquilibres socio-économiques comme la concentration urbaine ou les inégalités croissantes. Par contre si par nos actions collectives, nous arrivons à mettre en place un « bon » système alimentaire, enraciné dans un territoire, nous préparons des effets positifs pour les enjeux globaux : réduction des GES, partage des ressources biogénétiques, conservation de la biodiversité, échange culturel par préservation des savoir-faire ; etc. Les présentations ont été organisées au tour de 2 principales niches :

Niche 1 : GOUVERNANCE & SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

20 présentations ont eu lieu sur 21 programmées. Ces présentations réparties sur 6 sessions thématiques ont abordé les questions :

- Achats institutionnels dans les systèmes alimentaires
- Produits locaux circuits courts filières adaptées
- Gestion Intégrée des Ressources en Eau et sécurité
- Sante-nutrition-Sécurité alimentaire
- Problématique du foncier et sécurité alimentaire
- Organisation des agriculteurs et certification

Cette session était présidée par Dr Lompo François, modérée par Dr Eveline Sawadogo et rapportée par Dr TANKOANO Abel et Sacha Bronfort a commencé à 9h08 mn pour se terminer à 17h50.

Achats institutionnels dans les systèmes

La première présentation a porté sur l'agriculture contractuelle. Elle a porté sur les contextes, définition, principes et typologie de l'Agriculture Contractuelle. Dans un monde où la consommation par habitant augmente, où la main d'œuvre qui vieillit et qui diminue, où les ressources naturelles deviennent de plus en plus limitées et marquées par un changement du climat la mise en valeur des terres agricoles s'impose. Elle a révélé que l'agriculture contractuelle est basée sur le partenariat entre deux acteurs (producteurs et acheteurs) liés par des défis communs : les besoins conjugués de réduction de risque de production, le besoin de réduction des prix et des coûts de production. Pour résoudre ces problèmes, les deux acteurs s'accordent avant la production. Cet accord est basé essentiellement sur la confiance et guidé par l'égalité entre les deux acteurs qui aboutit à des contrats gagnant-gagnant.

L'AC est en lien avec les achats institutionnels qui sont des achats de produits issus du territoire par une structure publique (cantines scolaires, hôpitaux...). Les exemples de l'expérience brésilienne française et burkinabè ont été comparés.

Dans le cas brésilien, l'Etat brésilien a élaboré un programme en 2002 dans lequel au moins 30% des produits consommés devraient provenir du territoire afin d'atteindre l'objectif faim zéro. L'exécution de ce programme a nécessité l'octroi de fortes sommes d'argent aux communes pour l'achat des produits locaux avec le contrôle des acteurs sociaux. Dans la même année en France une petite communauté de 400 habitants prend l'initiative de produire des aliments écologiques pour les cantines sans intervention de l'Etat. Le bilan aujourd'hui, 17 ans plus tard est que le programme brésilien a porté des fruits mais s'est estompé suite à un changement de gouvernement. Les producteurs sont en faillite du fait qu'ils n'avaient qu'un acheteur (Etat). Ce système est donc non résilient au changement politique. Tandis que le système français, basé sur les communautés locales elles-mêmes, est toujours productif, donc est plus résilient. Néanmoins le système français fonctionnerait mieux avec l'appui de l'Etat aux collectivités. Chaque modèle présente donc des forces et des faiblesses.

Au Brésil, le programme national d'alimentation scolaire est sacralisé en loi depuis 2009 ce qui permet un approvisionnement d'aliments locaux de qualité au profit de **5 millions d'enfants** en âge de scolarisation aujourd'hui. L'accent est mis sur l'achat des aliments à des producteurs fragiles dont un minimum de 30% des fonds du programme est consacré.

L'expérience des achats intentionnels au Burkina Faso fait suite aux crises de 2008, l'Etat a engagé des actions orientées vers la dotation en engrais et en intrants agricoles. Cela a permis d'impulser une croissance de la production qui n'a pas été suivi d'un bon système de d'écoulement. Les principaux problèmes des achats institutionnels au Burkina Faso sont entre autres, le non-respect des normes, la mauvaise gouvernance des marchés publics, la non-maitrise de la réglementation des marchés publics par les acteurs. Il est donc primordial que des sessions de sensibilisation et de formation des acteurs, un lobbying en direction des institutions (armée, restaurants universitaire, Maison d'arrêt et de correction etc.) en plus de celles qui sont déjà dans la démarche (MENA, SONAGESS, FAO, PAM) soient menés. L'initiative du Président du Faso pour la Sécurité Alimentaire Nutritionnelle quant à elle a pour but de lutter contre la malnutrition par le renforcement de la disponibilité et l'accessibilité à une alimentation équilibrée, et d'assurer l'autosuffisance alimentaire des populations. C'est une initiative qui devrait permettre :

- Amélioration de la disponibilité des denrées alimentaires par un approvisionnement optimal des cantines scolaires,
- Amélioration des revenus des ménages en état de précarité alimentaire,
- Amélioration de la valeur nutritionnelle des menus des cantines scolaires,
- Amélioration de la gouvernance des cantines scolaires

C'est une initiative qui vient en appui aux programmes et projets existants il s'appuiera sur les programmes, projets et entreprises privées de façon générale intervenant dans la sécurité alimentaire tout en se focalisant sur ceux qui interviennent déjà dans le domaine des cantines scolaires et/ou dans la nutrition des enfants en âge de scolarisation.

Il a noté que le but est de lutter contre la malnutrition d'où l'engagement d'assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour. Sa mise en œuvre se focalise sur mécanisme de mise en œuvre basé sur une cellule légère en termes d'effectifs, dont le rôle principal est la canalisation des ressources humaines et financières existantes.

Cette cellule est coiffée par un comité de décision et d'orientation composé d'entrepreneurs agricoles des partenaires techniques et financiers et des ministères techniques concernés donne des orientations.

Produits locaux : circuits courts – filières adaptées

Les panélistes de la thématique des produits locaux et des circuits courts nous ont décrit plusieurs initiatives, ayant eu lieu au Brésil, en France et au Burkina, en passant par le secteur de l'élevage au Togo. De la vente directe par internet aux groupements solidaires et militants de producteurs et consommateurs, en passant par une boutique-bar-restaurant proposant des mets exclusivement locaux, et une plateforme de la consommation locale... De toutes ces initiatives, un point commun ressort : il est indispensable de se mettre ensemble, et de s'organiser à l'échelle locale pour affûter notre force de frappe. Il faut également ressouder le lien entre le producteur et le consommateur qui se perdent de plus en plus de vue, et innover dans la communication. Il reste cependant des défis en matière de lutte contre les contrefaçons, de renforcement de la qualité, la conservation, la stabilisation de l'offre, et de la compétitivité des prix face aux produits importés ... pour parvenir enfin à faire sortir les consommateurs des supermarchés en proie à une poignée de firmes internationales. Pour conclure, la question du consommer local n'est pas seulement à traiter sous l'angle économique ou environnemental, il s'agit également d'une façon de voir le monde qui facilite son émancipation sociale, culturelle, politique...

Gestion Intégrée des Ressources en Eau et Sécurité

La problématique de la gestion de l'eau varie d'un pays à un autre. Tandis que qu'en France il se pose alors un problème de la circulation de cette eau de gestion des nitrates et des pesticides, au Burkina ou le pays est confronté à des faibles précipitations, une forte évaporation (2m/an) et aucun apport d'eau d'un pays étranger, le problème de quantité et la disponibilité nécessite donc une bonne gestion de l'eau. Il se pose des difficultés de changement de comportement, le non-paiement des taxes surtout gros consommateurs (les mines). Néanmoins, des expériences et projets existent visant à organiser des systèmes alimentaires territoriaux à l'échelle d'un bassin hydrographique en continuant la gestion de la ressource en eau, la promotion de l'agro-écologie et valorisation de celle-ci à travers des circuits courts de consommation. En effet, des expériences de la gestion de l'eau au Brésil, au Burkina et en France montre une gestion participative (politiques, usagers et société civile). Le bassin sud-est du Brésil qui fournit de l'eau pour 12 millions d'habitants est géré par un comité de gestion, composé du public, usagers, et de la société civile qui travaillent volontairement sans rémunération. La bonne organisation entraine un retour des ressources générées pour le développement local des zones concernées à hauteur de 90%.

Contrairement à cette approche du bassin versant au Brésil, au Burkina Faso c'est l'approche de la gestion terroirs (villages) qui est privilégié.

Sante-nutrition-Sécurité alimentaire

Pour ce panel sur les liens entre la santé, la nutrition et nos systèmes alimentaires, 3 intervenants ont présenté leurs travaux : un état des lieux édifiant de la situation nutritionnelle au Burkina, démontrant d'une part qu'une frange significative de la population se trouvait en état de malnutrition, et d'une autre part qu'une frange de la population était en surpoids. Toujours au Burkina, on a pu constater le rôle central de la femme dans la transition alimentaire, car, bien que dépendante de son mari, détient le pouvoir en matière de préparation des plats pour le ménage. La dernière intervention nous emmène au Brésil, où une ségrégation silencieuse se produit depuis des dizaines d'années à l'encontre de la population noire, descendante directe de la traite d'esclaves. Ceux-ci présentent des taux de malnutrition, d'analphabétisation, de chômage, de logements précaires... plus élevés que la population blanche ou métissée. Ce qu'il faut, c'est une réforme agraire, la restitution des actes de propriété aux populations noires, un soutien à l'agriculture familiale durable, et un soutien au mouvement des sans terres.

Pour conclure, que ce soit au Brésil ou au BF, les politiques nutritionnelles pro-paysannes sont à privilégier et à mettre en œuvre. Il faut intensifier les actions sur le terrain, en particulier la communication sur les produits et leurs qualités nutritionnelles. Enfin, n'oublions pas que le mode de production a sa part de responsabilité sur les problèmes de santé des populations.

Réforme agraire et sécurité d'accès au foncier agricole

La question de la sécurité d'accès au foncier agricole se pose avec acuité. Quel que soit le pays, ce problème se pose. Tandis que qu'en France et au Brésil les multinationales s'accaparent de grandes superficies pour très souvent s'adonner à la monoculture, au Burkina la question des ventes des terres devient un phénomène inquiétant; les populations rurales vendent leurs terres à des individus riches ou à revenus intermédiaires qui immobilisent ces terres. Ces populations pauvres se retrouvent alors dans des conditions d'extrême pauvreté qui s'accroît avec la forte natalité. Les jeunes dynamiques, prêt à travailler la terre ont des difficultés à accéder aux terres. En outre la collaboration qui

existait entre agriculteurs et éleveurs qui permettraient de fertiliser les sols et augmenter les rendements est en disparition. Cela pourrait entraîner des situations comme celle du Brésil ou on a de nos jours des paysans sans terre. En effet, le Brésil est caractérisé par une forte concentration foncière avec 1% des propriétaires qui possèdent 50% des terres.

Dans l'ensemble trois grands types de problème se posent :

- L'absence d'une répartition plus équitable du foncier agricole en termes de quantité et de qualité.
- L'absence de sécurisation foncière pour les populations rurales.
- Le fort coût d'accès au foncier .

Cependant, des mouvements tels que Mouvement Sans Terre qui luttent pour l'accès à la terre aux populations démunies, ont des expériences à capitaliser. Présent dans 23 états avec plus de 1,5 millions de personnes impliquées regroupées en 1900 associations, ce mouvement lutte pour un droit à l'alimentation, le respect de la diversité de production en tenant compte de la diversité culturelle en améliorant l'organisation des paysans. Pour ce mouvement, une réforme agraire classique n'est plus adaptée, la solution serait une réforme populaire.

Organisation des agriculteurs et certification

Dans le dernier panel, les enjeux de la certification biologique ont été abordés, notamment à travers l'expérience du CNABio, le Conseil National de l'Agriculture Biologique, initiateur du label Bio SPG (Système de Garantie Participative). Il s'agit d'un label qui va vers une responsabilisation des acteurs, qu'ils soient producteurs, transformateurs ou consommateurs. La certification symbolise la confiance qu'il existe entre eux. Chaque certifié a l'obligation de respecter un cahier des charges très pointu en matière de production biologique. Le défi est de généraliser ces certifications, et de réduire leur coût, qui est cependant encore trop lourd pour certains producteurs.

Niche 2 : LES SYSTEMES DE PRODUCTION A SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Au totales 14 communications ont été livrées sous différentes sous-thématiques à savoir

- Les ressources génétiques et SAN (04 communications)
- Les systèmes de production et leurs logiques (04 communications)
- Gestion post-récoltes et SAN (01 communication)
- Transition agricole et agroécologie (03 communications)
- Système de transformation agro-alimentaire et SAN (01 communication)
- Récupération des terres dégradées (01 communication)

Les grands points :

Ressources phytogénétiques :

Au Burkina Faso, pour une bonne sécurité alimentaire les politiques et la recherche privilégient des cultures précises, à savoir les variétés améliorées et hybrides. Pour se faire, les chercheurs ont émis l'idée de se retourner vers les paysans, voir ce qu'ils font et aller pas à pas avec pour objectif général d'améliorer les connaissances sur les variétés de semences paysannes de Sorgho et les savoir-faire endogènes associées. Une étude réalisée par L'INERA a montré une diversité agro-morphologique et génétique des variétés locales de sorgho au Burkina Faso avec 14 écotypes dans la région du Sud-Ouest du pays dont 12 variétés paysannes sont exploitées). Les producteurs quant à eux ont des préférences concernant les variétés exploitées dus à certains critères tels que leur cycle court et leur adaptabilité aux changements climatiques leurs sages multiples. Pour le communicateur vu les menaces que subissent les semences paysannes face aux aléas climatiques, aux politiques agricoles et au marché, les différents efforts sont consentis pour maintenir la diversité génétique du sorgho au Burkina Faso.

Le communicateur pour conclure a montré qu'il est nécessaire de cartographier la diversité génétique, de la documenter, de créer une banque des semences aux niveaux national, régional et local et en fin de créer une base de données des variétés paysannes.

Ressources zoogénétique agricole :

Le communicateur a décrit que la production alimentaire a augmenté ces dernières décennies, mais plus de 800 millions de personnes souffrent encore de faim chronique. L'accès à la nourriture représente actuellement l'obstacle principal, et les enjeux futurs incluent la croissance de la population mondiale, qui doit atteindre 9 milliards d'ici 2050.

Les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RGAA) – végétaux, animaux, ressources aquatiques, forêts, microorganismes et invertébrés, dans toute leur diversité constituent un vivier stratégique dont tous les systèmes de production alimentaire sont tributaires. Ainsi cette communication nous a fait ressorti l'importance et le rôle des ressources génétiques animales dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso. Elle a montré que les ressources génétiques animales contribuent à 60% aux recettes d'exportation burkinabé. Pour lui conserver la diversité génétique permet de pérenniser les écosystèmes, de favoriser l'utilisation continue des RGAA en leur sein (conservation in situ) et de promouvoir les collections ex situ (banques de gènes, par exemple).

Le communicateur a également fait cas de la situation des races dans le monde et les menaces sur la diversité. Il a montré qu'il existe plusieurs races. Sur 8800 races animales recensées par la FAO, plus de 1500 sont menacées d'extinction ou ont déjà disparu.

Pour conclure, il recommande à :

- la mise en œuvre des directives d'application volontaire pour la prise en compte systématique de la biodiversité dans les politiques, programmes et plans d'action nationaux et régionaux relatifs à la nutrition *15^{ème} session CRGAA, FAO, Janvier 2015*»:
- la recherche sur la teneur en nutriments et valeurs nutritives des races locales ;
- la mise en œuvre de systèmes basés sur les ressources génétiques localement adaptées aux écosystèmes et aux habitudes des populations ;
- la sensibilisation des autorités et des populations sur les plans de la nutrition et de la santé, d'aliments issus de variétés et cultivars de plantes et de races d'animaux divers, ainsi que d'espèces sauvages, négligées ou sous-utilisées, et leurs utilisations possibles dans les repas quotidiens

Expériences du Mouvement Sans Terre :

Modernisation de l'élevage (spécification) en France (état de Bretagne) comme au Brésil
Besoin énorme de protéine dans l'élevage moderne d'où la culture du soja transgénique
Question d'accaparement des terres et domination de la chaîne de production agricole par les multinationales. Pour résister MST a déployé une réponse parallèle à travers une production et une distribution des aliments dans un circuit court

Soja transgénique

Prenant exemple sur la Bretagne, nous avons souligné le fait que le développement de l'élevage intensif en Europe s'est construit, pour un besoin protéinique du soja sud-américain, devenu rapidement OGM.

-Il a été montré que la Bretagne, par son élevage dit conventionnel, mais également ses 3 ports de commerce était entièrement dépendant du soja transgénique produit en grande partie au Brésil. L'abondance et l'opulence n'est donc ici pas synonyme de souveraineté alimentaire.

-Soulignant les désastres écologiques (déforestation, destruction des sols) sanitaire et humain (empoisonnement, naissance d'enfants handicapés moteurs et cérébraux), déplacements de populations pouvant aller jusqu'aux assassinats, ce lien entre le Brésil et la Bretagne est qualifié de toxique.

-Des alternatives sont mises en avant. Les premières seront la construction des autonomies locales en besoins de protéine pour l'élevage, la nécessité de manger moins de viandes, de sortir du tout carné. L'exemple de filières internationales biologiques et équitables, les résultats obtenus par cette démarche et le fait qu'ils soient avant tout ceux du travail des paysans et des acteurs en amont de chaîne sont soulignés.

Il sera enfin dit que face à ce lien toxique, l'urgence est de construire des liens vertueux, basée sur la solidarité entre les peuples, breton-ne-s, brésilien-ne-s, burkinabè burkinabè, unissons-nous dans la construction des alternatives comme dans les luttes.

Alliance entre recherche collectivités associations et entreprises :

Pour cette thématique, il faut retenir que la recherche peut contribuer à fournir des outils pour décrire et analyser le système agricole dans l'optique du développement régional. Pour cela il est nécessaire d'établir un partenariat stratégique entre les organismes de recherche concernés (centres de recherche + Universités et Ecoles) et Régions (Conseils régionaux). Aussi établir un partenariat entre chercheurs-acteurs au niveau des projets et des cellules d'animation régionales. Le communicateur a mentionné qu'il faut aussi fédérer les forces de recherche à l'échelle régionale ou interrégionale.

Système semencières :

Conditions pour que les semences jouent un rôle catalyseur :

- ✓ **La qualité** (pureté, santé, vigueur, germination)
- ✓ **La disponibilité** (temps, distance)
- ✓ **L'accès** (argent ?)

- ✓ **Adaptabilité** (fonctionne bien dans les conditions locales)
- ✓ **Le choix des semences** (préférences spécifiques des communautés)
- ✓ **La souveraineté semencière** (contrôle sur les semences ?)

Systèmes sociotechniques alimentaires

L'identification des acteurs (niveau Macro-Micro) qui sont les principaux moteurs dans les transitions alimentaires (ceux qui créent l'environnement et l'espace (Etat et ses démembrements) ceux qui produisent la connaissance (Centres de recherches), ceux qui utilisent les connaissances produites (les industries, les associations de transformations).

Discussion sur les types d'interactions entre les différents acteurs dans le processus

Usage sécurisé des pesticides :

Importances d'utilisation des pesticides (augmenter les rendements des récoltes, préserver la qualité des produits, Protéger les réserves alimentaires

Risques sanitaires et environnementaux liés aux pesticides (Pollution de l'eau, Pollution du sol, Impacts sur les organismes non cibles (insectes), santé humaine et animale)

Gestion des pesticides au Burkina Faso caractérisée par un désordre, l'utilisation abusive de pesticides non homologuées, l'insuffisance du contrôle ; toute chose ayant des conséquences socio-environnementales très désastreuses

Méthodes alternatives à la lutte chimique (l'utilisation des pesticides bio, organisation des acteurs en tenant compte des collectivités territoriales)

Innovation de techniques de conservation :

Existence de technologies appropriées pour la conservation des produits agricoles : Cas de la conservation de l'oignon bulbe, Cas du séchage des produits agricoles, Cas de la conservation en chambre froide, cas de la conservation des fruits légumes traditionnels frais (gombo, aubergine, tomate)

Transition agro écologique au Burkina Faso :

L'agroécologie repose sur plusieurs dimensions à savoir la dimension économique, dimension sociale et écologique.

Les raisons qui ont contribué à la transition agroécologique sont entre autre la faible teneur des sols en éléments nutritifs, les bilans minéraux qui sont généralement négatifs, le changement climatique et aussi la réduction des rendements agricoles).

Il existe des facteurs favorables et défavorables à la transition agro écologique à savoir le désir des agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques ; la dépendance par rapport

aux systèmes de production habituels ; les difficultés d'accès et de sécurisation du foncier. Pour ce qui est des facteurs défavorables on peut noter la pénibilité du travail, la dépendance par rapport aux systèmes de production habituels, les difficultés d'accès et de sécurisation du foncier, le faible développement des marchés pour les produits issus de pratiques agro écologiques, l'insuffisance de politiques ou règlementations robustes en faveur de la transition écologique).

Impact de la transition agro écologique (la transition écologique permet à la réduction de l'érosion hydrique et éolienne des terres, à l'amélioration des propriétés physique, chimique et biologique des sols, à l'amélioration des services écosystémiques du sol...

Maraichiculture urbaine face à l'urbanisation :

Etat des lieux : Selon le Ministère de l'Urbanisme, le taux d'urbanisation du BF est passé de 6,4% en 1975 à 32% en 2018. Cette croissance concerne beaucoup plus les grandes villes à savoir Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Les lotissements et les occupations anarchiques (non lotis), les travaux d'intérêt public cas des structures et infrastructures routières (cas échangeur du Nord), l'accaparement des terres (péri-urbain) des promoteurs immobiliers, agro-business-mans (fermes) connaissent un essor. Vu cette croissance galopante de la population et les différents facteurs liés à l'urbanisation il y'a lieu d'encourager la maraichiculture urbaine. Pour relever tous ces défis des moyens alternatifs ont été développés. Il s'agit de la production de légumes à domicile par les ménages eux-mêmes, le renforcement des capacités des acteurs et le développement des techniques et technologies (Petits potagers, Cultures hors sol).

Utilisation des céréales locales dans la transformation agroalimentaire :

Rôle, contraintes et compétitivité des Entreprises de transformation céréalière au burkinabé
Contribution de la recherche en sciences appliquées et technologies à la diversification des produits transformés à base céréales locales

Stratégies de récupération des terres dégradées au Burkina Faso :

- Les facteurs de dégradation des terres
- Les options stratégiques en matière de Gestion Durable des Terres : le concept de Neutralité en matière de Dégradation des Terres (NDT)
- Liens entre la NDT et les initiatives GDT en cours

Les cinquantaines de présentations ont permis de cerner la question d'alimentation et de nutrition dans sa dimension holistique qui intègre entre autres les dimensions :

- Environnementales et écologiques : lutte contre la dégradation des terres ; de l'eau ; impacts sur la santé, la biodiversité, le climat.
- Sociales : éradication de la faim, lutte contre les maladies dues à l'alimentation ou à la dégradation de l'environnement, etc.
- Culturelles : valorisation des savoir-faire autochtones, maîtrise des connaissances et des gestes culinaires, cohésion par le partage, etc.
- Economiques : amélioration de la résilience des populations face à la dégradation de leurs conditions de production, création d'activités et d'emploi utiles.

Ainsi, ces trois jours nous ont permis

1. de montrer comment l'action sur le système alimentaire local, pour peu qu'elle mobilise tous les habitants des territoires, est liée aux enjeux globaux. Ainsi, nous avons rappelé le lien entre souveraineté alimentaire et ressources génétiques, qui doivent être gérées à la fois localement et globalement, pour permettre aux populations locales d'être résilientes face à la mondialisation et face aux multinationales ;
2. d'identifier des enjeux qui transcendent les frontières entre le Burkina Faso, le Brésil et la France. La dégradation des terres et du milieu biophysique ainsi que l'accaparement des terres ont un lien direct avec la sécurité alimentaire. Les menaces qui pèsent sur l'eau, par sa qualité ou les quantités disponibles, s'expriment différemment dans chaque pays mais ont un fond commun. L'utilisation continue des pesticides constitue un problème socio-environnemental très grave pour tous, qui menace la résilience territoriale et planétaire. Les relations ville-campagne dans un contexte de croissance urbaine sont un objet de préoccupation pour tous ;
3. de mettre en évidence la similarité des pratiques et des aspirations de ceux qui mettent leur créativité et leur énergie au service des initiatives alimentaires locales. Partout dans le monde, et donc au Burkina Faso, au Brésil et en France, des citoyens, des collectivités locales, des entreprises empruntent les mêmes chemins

pour servir l'intérêt général, autour d'elles et pour les équilibres planétaires. Il importe que toutes ces actions, ces idées, ces projets affirment leur relation de cousinage pour « faire bloc ». La bannière de l'alimentation est capable de fédérer des forces de résistance et de proposition pour l'avenir.

LES PARTICIPANTS ONT ADOPTE 14 RECOMMANDATIONS DONT 02 SPECIFIQUES A LA REGION DU CENTRE :

MOTIONS

- Sur les Pesticides (impliquer les collectivités dans le dispositif de contrôle et de la gestion des pesticides. Le dispositif gestion des pesticides actuel est très centraliste. L'opérationnalisation de ce dispositif ne permet pas de couvrir l'ensemble du pays. La conséquence est l'usage incontrôlé des pesticides. D'où l'intérêt d'associer les collectivités à la gestion durable des pesticides)
- Sur la sécurité alimentaire
- Sur le soutien aux mouvements sociaux et aux organisations paysannes

RESOLUTIONS

- S'inspirer des pionniers de l'agroécologie
- Arrêter la vente du foncier rural
- Promouvoir un système alimentaire territorialisé et décentralisé
- Promouvoir une stratégie efficace d'achats publics d'alimentation durable
- Soutenir la recherche sur les variétés locales végétales et animales par la mise en place des banques de gènes
- Intégrer l'agroécologie dans les politiques de développement agricoles
- Impliquer les collectivités dans le dispositif de contrôle et de la gestion des pesticides
- Renforcer les capacités d'analyse des produits agricoles en vue d'accompagner les acteurs du domaine agricole et mettre les informations à la disposition du publique
- Faire de l'agriculture urbaine une priorité dans les politiques agricoles et prendre en compte dans les schémas d'aménagement urbain. (L'étalement urbain et la croissance démographique réduisent les espaces de production agricole. C'est pourquoi, il faut l'adoption de nouvelles technologies d'exploitation agricole moins consommatrice de l'espace tel que le système de culture hors sol (micro-jardin). Pour

ce faire, il faut des plaidoiries pour l'intégration de la production maraîchère urbaine dans les politiques agricoles)

RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES A LA REGION DU CENTRE

- Elaborer un projet agricole pour une mise à l'échelle des pratiques agro écologiques éprouvés tels que les micro-jardins dans les établissements scolaires
- Planifier et organiser un forum national de vulgarisation des recherches liées a la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

CONCLUSION

Ce Forum a été porté par le Conseil Régional du Centre et le Collectif Citoyen pour l'Agroécologie. Ces 2 structures à travers les différentes commissions remercient tous les participants qui ont été bien motivés lors de ces 4 jours de forum. En effet, nous avons noté un vif intérêt, sans doute à cause de ce que le sujet a un rapport direct avec notre vie au quotidien.

L'engagement est pris de publier les actes finaux de ce forum afin de continuer la sensibilisation des décideurs notamment. Nous remercions toutes les autorités qui ont accepté de contribuer à nos travaux, et espérons qu'elles s'en feront des agents de diffusion.

Nous tenons aussi à saluer chaleureusement les éminentes personnalités paysans et leurs organisations qui sont venus nombreux pour nous apporter leur énergie et leur sagesse et de là donner un éclat au forum.